



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 33 – 20 MAI 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**DISTRIBUTION :
TATI ANNONCE
UN VASTE
PROGRAMME
DE FRANCHISES
EN AFRIQUE**

**COTE D'IVOIRE :
NOUVELLE LOI SUR LES
JURIDICTIONS DE
COMMERCE**

**3EME EDITION DE LA
SEMAINE FRANÇAISE A
KINSHASA**

**NIGERIA : SOUTIEN DE
L'AFD AUX
DISTRIBUTEURS
D'ELECTRICITE**

**ENGIE DEMARRE LES
TRAVAUX DE LA
CENTRALE SOLAIRE
(100 MW) DE KATHU
EN AFRIQUE DU SUD**

**SIGNATURE DU
FRANÇAIS NUTRISET
AVEC DANGOTE POUR
UNE JV AU NIGERIA**

**PARTICIPATION DE
MAURICE A LA
CREATION D'UNE ZONE
ECONOMIQUE SPECIALE
AU SENEGAL**

**CREATION DE DEUX
NOUVELLES AGENCES
(GRANDS PROJETS ET
ELECTRIFICATION) AU
TOGO**

**MADAGASCAR : VISITE
DE BAN KI-MOON**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ François Hollande au Nigéria pour un sommet consacré à la lutte contre Boko Haram

François Hollande s'est rendu à Abuja samedi 14 mai 2016 pour participer au sommet international sur la lutte contre Boko Haram, deux ans après le sommet de Paris pour la sécurité au Nigéria. Il était accompagné du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. Prenant la parole après le président Buhari, François Hollande a félicité les Etats membres de la coalition militaire régionale (Nigéria, Cameroun, Tchad, Niger) pour les « résultats déjà impressionnants » ayant permis d'affaiblir le mouvement terroriste, tout en rappelant que Boko Haram « reste une menace ». Une lettre d'intention a été signée en vue d'un accord de défense entre Paris et Abuja, tandis que l'Europe a annoncé le versement de 1,7 Md EUR d'aide sur trois ans.

✉ paulin.rousseau@dgtresor.gouv.fr

▼ EAC : le Kenya a connu la plus forte progression du nombre de projets IDE, l'Ouganda a enregistré les investissements les plus élevés

Selon le Financial Times, 84 projets d'investissements directs à l'étranger (IDE) ont été enregistrés au Kenya en 2015, soit la plus forte progression en Afrique (+47,4 %). Ces projets concernent principalement la production d'énergies renouvelables. En Afrique de l'Est, l'Ouganda a bénéficié du montant d'IDE le plus élevé avec un total estimé à 4,6 Mds USD en 2015. Cette performance est liée au projet mené par une compagnie russe dans le gaz naturel, le charbon et le pétrole. Par ailleurs, le Nigéria est le pays d'Afrique subsaharienne ayant capté le montant le plus élevé d'IDE (8,6 Mds USD), suivi du Mozambique (5,1 Mds USD) et de l'Afrique du Sud (4,7 Mds USD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : Investiture du président Ismail Omar Guelleh

Le président réélu Ismail Omar Guelleh (IOG) a été officiellement investi chef de l'Etat de la République de Djibouti le 8 mai dernier pour un nouveau mandat de cinq ans. Son discours d'investiture a mis l'accent sur la modernisation de l'administration, l'amélioration de l'éducation et la lutte contre le chômage. Il a par ailleurs reconduit Abdoukader Kamil Mohamed dans ses fonctions de Premier ministre. IOG, qui a remporté l'élection présidentielle du 8 avril dernier dès le premier tour, avec 86,68 % des voix, entame son 4^{ème} mandat présidentiel consécutif. Il est le 2^{ème} président de Djibouti depuis l'indépendance du pays en 1977.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : visite de Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies

En visite à Madagascar les 10 et 11 mai dernier, le SG des Nations Unies a rencontré le président de la République, les présidents du Sénat et de l'Assemblée, les représentants des partenaires du développement, des organisations de la société civile et du secteur privé. A cette occasion, Ban Ki-Moon a mis en exergue les problèmes de corruption et de trafic d'espèces menacées d'extinction, ainsi que les atteintes aux droits de l'Homme perpétrées dans le pays. Par ailleurs, Ban Ki-Moon a encouragé les autorités malgaches à mobiliser tous leurs efforts pour lutter contre la malnutrition dont les effets génèrent une perte cumulée estimée à 1,5 Md USD par an (Rapport « coût de la faim en Afrique »).

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : participation du Secrétaire général des Nations Unies au 23^{ème} congrès mondial sur l'arbitrage commercial**

Le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, était l'invité d'honneur du 23^{ème} congrès mondial sur l'arbitrage commercial (ICCA) qui s'est tenu à Maurice du 8 au 11 mai 2016 et a rassemblé quelque 800 délégués. En marge de la manifestation, les responsables mauriciens n'ont pas caché leur ambition de faire de leur pays un hub au niveau de l'Afrique pour l'arbitrage international. En 2013, la CCI de Maurice a signé un accord de partenariat avec le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CCI Paris Ile-de-France) et établi son propre centre d'arbitrage, le MARC (*MCCI Mediation & Arbitration Center*).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **La BCEAO réalise plus de 49 Mds FCFA de bénéfice en 2015**

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a réalisé au terme de l'exercice 2015 un bénéfice de 49,4 Mds FCFA (environ 84 M USD), soit une progression de 58 % par rapport à 2014. Le produit net bancaire a enregistré une hausse de 11 %, se situant à 209 Mds FCFA contre 188 Mds FCFA l'exercice précédent. Les frais généraux ont progressé de 3 %.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Impact du terrorisme : baisse de l'activité touristique de 6 % dans la zone UEMOA depuis 2015**

Selon l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'activité touristique a chuté de 6 % depuis 2015 et les recettes générées de 3 % (pour se situer à 822 M EUR), en raison essentiellement des menaces terroristes dans les huit États-membres de l'Union.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **La BRVM va rejoindre l'indice des marchés frontières de MSCI**

C'est une nouvelle étape importante que la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), commune aux huit pays membres de l'UMOA, s'appête à franchir pour sa reconnaissance internationale. Elle devrait intégrer dès novembre prochain l'indice du service financier, *MSCI Frontier Markets Index*, rejoignant notamment les Bourses de Casablanca, Lagos, Nairobi et Tunis. Cette intégration permettra aux investisseurs internationaux abonnés aux flux d'informations financières du MSCI d'accéder à celles des sociétés cotées à la BRVM. Fin avril, 121 sociétés étaient incluses dans cet indice des marchés frontières de MSCI, représentant une capitalisation de 88 Mds USD.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : le FMI s'inquiète de l'importance des risques baissiers

Au titre de sa mission article IV, le FMI a confirmé le ralentissement de l'activité, la croissance étant prévue à 0,6 % cette année après 1,3 % en 2015. Pour 2017, la croissance n'atteindrait que 1,2 %, l'activité étant fragilisée par plusieurs risques baissiers, parmi lesquels le ralentissement continu de la Chine, qui absorbe 10 % des exportations, la volatilité des marchés financiers et le possible déclassement de la note souveraine en catégorie spéculative. Le FMI rappelle qu'un renforcement de la gouvernance, une meilleure efficacité de la dépense publique et la mise en place de réformes, notamment dans les infrastructures et les entreprises publiques, sont nécessaires à la restauration de la confiance.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : recul de la production manufacturière

En mars, la production manufacturière a reculé de -2 % en g.a après +2,2 % en février du fait du repli de 6 des 10 catégories suivies, notamment des postes « fer, acier, produits métalliques et machines » (-7,4 % en g.a), « ameublement » (-21,9 %) et « véhicules et équipements de transport » (-6,7 %). Alors que le rythme moyen de progression de la production manufacturière n'a cessé de ralentir depuis 2010, passant de +4,7 % à 0 % l'an passé, les perspectives de rebond du secteur restent contraintes par l'atonie de la demande externe, la faiblesse des cours des minerais, la persistance de contraintes d'offre et la hausse des taux d'intérêt, autant d'éléments qui pèsent sur la confiance des entreprises.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le chômage au plus haut depuis 2008

Au 1^{er} trimestre 2016, le taux de chômage, au sens du BIT, a progressé significativement, s'établissant à 26,7 % de la population active, soit 5,7 millions de personnes, contre 24,5 % le trimestre précédent. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis les nouvelles séries de l'Office national des statistiques, adoptées en 2008. En tenant compte des travailleurs découragés, estimés à 2,5 millions de personnes, le taux de chômage atteindrait désormais 38,2 % contre 36,4 % en moyenne en 2015. De façon préoccupante, le taux de chômage des 15-24 ans s'élève désormais à 54,5 % au T1 2016, soit 4 points de plus que le trimestre précédent.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : fort décrochage du kwanza sur le marché parallèle

La semaine passée, l'écart de taux entre le cours officiel du kwanza et celui du marché parallèle a atteint un point haut de 515 AOA pour 1 USD pour un cours officiel de 166 AOA. L'incapacité des autorités monétaires à réduire cet écart traduit l'intensification des difficultés du pays, actée fin avril par la dégradation de la note souveraine par Moody's, la défiance de plus en plus vive des agents à l'égard du kwanza et l'insuffisance des réserves, la BNA ayant limité ses enchères en devises au cours des 3 dernières semaines. Dans ce contexte difficile, le président a procédé à un nouveau remaniement des instances dirigeantes de la BNA en remplaçant les deux vice-gouverneurs ainsi que trois membres du conseil d'administration.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : nouvelle accélération de l'inflation**

En hausse continue depuis 11 mois, le taux d'inflation en avril s'est établi à +17,3 % en g.a après +13,6 % en g.a en mars, un point haut depuis décembre 2010. Cette nette accélération des prix résulte avant tout de l'envolée des prix alimentaires (+30,1 % en g.a après +22,1 % en mars) qui comptent pour 45 % de l'indice des prix à la consommation, en dépit de la baisse des prix des produits frais décidée par les autorités. L'augmentation des pressions inflationnistes reste aussi entretenue par les hausses des tarifs administrés et surtout la dépréciation rapide du metical à l'égard du dollar US (-13,3 % depuis janvier). Sur les 4 premiers mois de l'année, l'inflation en moyenne atteint +13,4 % contre +2,9 % à la même période l'an passé.

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le Président Buhari promulgue le budget 2016**

Avec un budget record de 30,6 Mds USD, en hausse de 20 % par rapport à 2015, le Nigéria va mener une politique expansionniste pour relancer l'activité économique, malgré la chute des recettes publiques causée par la baisse du prix du pétrole. Le déficit public – qui atteint 2,14 % du PIB, soit 11,1 Mds USD – sera financé par endettement, et les fonds empruntés seront utilisés pour des dépenses d'investissement renforçant la croissance. D'après les premières déclarations du président Buhari, plus de 200 Mds NGN (1 Md USD) ont été alloués à la construction de routes (contre 18 Mds NGN (91 M USD) en 2015) et le Nigéria va débloquer immédiatement 350 Mds NGN (1,8 Md USD) pour des investissements en capital.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le pays pourrait réévaluer prochainement sa politique de change**

Selon le Vice-président Yemi Osinbajo, le Nigéria réévaluera prochainement sa politique de change et adoptera une approche plus flexible pour déterminer la valeur du naira. Malgré la chute des rentrées de devises causée par la baisse du prix du pétrole, le président Buhari est resté inflexible sur son refus de dévaluer le naira. Depuis son arrivée au pouvoir, il a exprimé à de maintes reprises son soutien au gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, qui a décidé de l'ancrage du naira au dollar au taux de change de 197-199 NGN/USD. La communauté d'affaires nigériane et les investisseurs étrangers sont convaincus que le président influence la politique monétaire limitant de facto l'indépendance de la banque centrale.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : l'inflation diminue à 18,7 % en glissement annuel pour le mois d'avril 2016**

L'inflation en g.a a chuté de 0,5 point, pour atteindre 18,7 % en avril 2016. Cette baisse relative est le résultat d'une certaine stabilité du cedi au moins d'avril, de même que du cours du baril. Néanmoins, l'augmentation des tarifs publics (transport, eau, électricité, gaz, essence) continue de tirer l'inflation. Ainsi, en g.a., l'inflation non-alimentaire était de 24,8 % contre 25,7 % en mars 2016, contre 8,4 % pour les biens alimentaires. Il convient de noter que malgré cette baisse relative, les prix de l'immobilier (location comprise) ont augmenté eux de 72 %.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le FMI globalement satisfait de la poursuite du programme au Ghana

Le FMI s'est déclaré globalement satisfait des performances du pays en termes de croissance (3,9 % tandis que le FMI tablait sur 3,5 %, voire 3 % en fin d'année dernière) et de consolidation fiscale (le déficit 2016, année électorale, devrait pouvoir être ramené à 4,8 %). L'inflation reste néanmoins élevée (18,7 % en avril), alimentée par la taxe sur l'énergie et les hausses des tarifs publics. Des efforts restent à accomplir dans la gestion de la masse salariale et l'assainissement des entreprises publiques. Le bon déroulement du programme obligataire domestique devrait permettre au ministère des Finances de différer l'émission de son eurobond 2016 voire d'assurer le refinancement du bond 2007 qui arrive à échéance l'année prochaine.

✉ gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr

▼ Selon le FMI, la croissance de l'économie libérienne va atteindre 2,5 % en 2016

Une production d'or en hausse et un rebond dans les secteurs des services et de la construction vont permettre à l'économie libérienne de croître au rythme de 2,5 % en 2016, contre 0,3 % en 2015, selon le Fonds monétaire international. La croissance économique devrait se stabiliser à environ 6 % à moyen terme. Le FMI tablait précédemment sur 8 % de croissance à moyen terme mais a abaissé sa prévision de croissance en raison d'une baisse de la production et des investissements dans le secteur minier. Enfin, un nombre important de prêts non-performants contraint l'activité du secteur bancaire. L'inflation devrait rester autour de 7 %.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : réduction du déficit commercial

Selon le Kenya National Bureau of Statistics, le déficit commercial kényan se serait réduit, passant de 12,6 Mds USD en 2014 (20,5 % du PIB) à 10,2 Mds USD en 2015 (16,1 % du PIB). Cette évolution est liée à la hausse des exportations, de 5,8 Mds USD en 2014 à 5,9 Mds en 2015, et à la baisse de -12,5 % des importations, de 18,4 Mds USD à 16,1 Mds USD. La valeur totale des échanges a diminué, de 24,5 Mds USD en 2014 à 21,9 Mds USD, reflétant également la dépréciation du shilling kényan face au dollar. Les principaux postes d'exportations sont le thé (25 %), et l'horticulture (20 %), tandis que les produits pétroliers (14 %), les équipements industriels (13 %) et les véhicules (7 %) sont les premiers postes d'importations.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : 182 500 EUR versés à des agriculteurs en 2015 au titre des mécanismes propres

Le réseau ECOTRUST, qui met en relation des agriculteurs avec les entreprises souhaitant améliorer leur bilan carbone, aurait versé 182 500 EUR à des agriculteurs ougandais de l'Albertine Rift Valley et du Mont Elgon en 2015. Ce dispositif de paiement pour service environnemental (PSE) a pour but d'encourager l'amélioration de l'aménagement des sols pour réduire l'érosion par la préservation du couvert végétal. Au total, 4 M EUR ont été versés à 5 000 agriculteurs depuis 2003 dans le cadre de ce projet. En avril 2016, l'Ambassade de France a annoncé un don de 700 000 EUR, destiné à financer des dispositifs de PSE pour la préservation de l'écosystème du Rwenzori.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : révision à la baisse des prévisions de recettes de l'Etat et augmentation des dépenses**

Le collectif budgétaire qui vient de se tenir introduit les grandes lignes de modification suivantes dans le budget 2016 de l'Etat :

- en ressources : 1 802 Mds FCFA contre 1 828 Mds prévus dans le budget initial, soit une baisse de 26 Mds de FCFA ;
- en dépenses : 2 058 Mds FCFA contre 2 003 Mds FCFA, soit une augmentation de 55 Mds FCFA qui provient de la prise en compte de l'accord de paix d'Alger, la loi d'orientation militaire, l'organisation du référendum et des élections communales et régionales, selon le Ministre des Finances.
- en déficit : 256 Mds FCFA contre 175 Mds prévus dans le budget initial, soit une augmentation de 81 Mds FCFA.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Gabon : augmentation du taux de l'impôt de distribution sur les revenus des succursales

La législation fiscale gabonaise prévoit une retenue au titre de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers sur les produits nets après taxation à l'impôt sur les sociétés des succursales appartenant à des sociétés étrangères. Le taux de cette retenue à la source, initialement de 15 %, a été porté par la loi de finances pour 2016 à 20 %. En revanche, le taux est maintenu à 10 % pour les succursales de sociétés étrangères résidentes d'un pays ayant signé une convention fiscale avec le Gabon. Ce taux réduit ne s'appliquera toutefois pas si les dispositions de la convention fiscale prévoient un taux inférieur voire même écartent l'application de l'impôt de distribution.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

▼ Gabon : augmentation du taux de la retenue à la source sur les rémunérations versées à des non-résidents

Le taux de la retenue à la source sur les sommes versées par un débiteur gabonais à un non-résident, actuellement fixé à 10 %, a été porté à 20 % par la loi de finances pour 2016. Sous réserve des dispositions des conventions fiscales de non-double imposition, cette retenue à la source s'applique aux redevances, intérêts et autres rémunérations de prestations de services de toute nature, matériellement fournies ou effectivement utilisées au Gabon, lorsqu'ils sont payés à des personnes physiques ou morales ne disposant pas d'installation professionnelle permanente au Gabon.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

▼ Côte d'Ivoire : nouvelle loi sur les juridictions de commerce

Le Conseil des ministres a adopté le 11 mai un projet de loi organique portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, destiné à remplacer la précédente loi de juillet 2014 créant ces juridictions. Le projet prévoit, après l'institution des tribunaux de commerce, la création de cours d'appels de commerce à part entière et vise à une meilleure efficacité de ces juridictions en augmentant de cent millions à trois cents millions de FCFA le montant des litiges relevant exclusivement de la compétence des juridictions commerciales ainsi qu'en instituant des primes spéciales aux juges professionnels, aux greffiers et aux personnels administratifs des juridictions de commerce.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Côte d'Ivoire : simplification des procédures liées au commerce extérieur

Le Conseil des ministres a adopté un décret visant à simplifier la délivrance des certificats d'inspection et des autorisations préalables à l'importation ou à l'exportation des marchandises, qui sera désormais gratuite, ce qui devrait permettre l'accélération et la réduction du coût de ces procédures ainsi que la mise en place du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE).

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ **COP22 Marrakech : l'Afrique au cœur des enjeux climat**

Le 7 mai, des pluies torrentielles au Rwanda ont causés la mort de 50 personnes. Les phénomènes climatiques exceptionnels sont de plus en plus fréquents, réchauffement climatique en cause : l'ONU prévoit 250 millions de réfugiés climatiques en 2050. Devant ces défis, les pays africains mobilisent les innovations technologiques pour booster le développement durable. Le think thank Africa 2025 souligne l'importance de la COP 22 de Marrakech qui place l'Afrique, territoire adapté à l'innovation en énergies renouvelables, au cœur des enjeux climatiques et humains. La visibilité à gagner pour les acteurs économiques induit une grande responsabilité environnementale, sociale et économique.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ **Gabon : règlement d'une partie des créances aux PME**

Dans le cadre de l'apurement de sa dette intérieure, le gouvernement gabonais, qui s'était engagé à régler une partie des arriérés auprès de la Confédération patronale gabonaise, a débuté le règlement de 28 Mds FCFA. Les 400 PME gabonaises concernées vont pouvoir obtenir des règlements partiels de leurs créances au titre de l'exercice 2015. Selon le directeur général du Budget, Jean-Fidèle Otando, l'Etat connaît des difficultés de trésorerie mais a pu régler 124 Mds FCFA en 2015, et 157 Mds FCFA seront réglés aux entreprises en 2016.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 10^{ème} pays africain le plus attractif pour les investisseurs, selon Ernst & Young**

Selon l'édition 2016 du baromètre de l'attractivité de l'Afrique publié par le cabinet d'audit Ernst & Young, la Côte d'Ivoire figure à la 10^{ème} place des pays africains les plus attractifs pour les investisseurs. Le classement se base sur une étude qui évalue les progrès réalisés dans les domaines de la gouvernance, la diversification, les infrastructures, les opportunités d'affaires, le développement humain et la résilience des économies aux pressions macroéconomiques. L'Afrique du Sud est en tête de ce classement, suivie du Maroc, de l'Egypte, du Kenya, de l'Ile Maurice, du Ghana. Le Sénégal est classé 11^{ème}.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Le Japon va investir 1 Md USD dans la construction d'une ligne de monorail à Lagos

Le projet fait suite aux conclusions de l'étude préparatoire sur le métro de Lagos réalisée par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). La ligne reliera Marina, Ikoyi et Lekki, prolongeant ainsi la « ligne Bleue » (Okomaiko-Marina), première ligne de métro de la ville dont les travaux confiés à l'entreprise chinoise CCECC devraient s'achever début 2017. L'agence japonaise va maintenant entamer une étude de faisabilité détaillée qui conditionnera le déblocage des fonds pour le projet. Ce nouveau projet s'inscrit dans le vaste programme de développement des transports urbains qui prévoit la création de sept lignes de métro à Lagos d'ici à 2032.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : signature d'un MoU entre l'AFD et le ministère des Finances

A l'occasion de la visite officielle du président Hollande au Nigéria le 14 mai, la directrice exécutive des opérations de l'AFD, Laurence Breton-Moyet, a signé avec la ministre nigériane des Finances, Kemi Adeosun, et en présence des présidents Hollande et Buhari, un MoU portant sur le développement des activités de l'AFD au Nigéria au cours des prochaines années, tant en faveur de projets souverains, qu'en appui au secteur privé. Pour mémoire, le groupe AFD a engagé au Nigéria plus d'1 Md EUR depuis 2010.

✉ delefosseo@afd.fr

▼ Nigéria : soutien de l'AFD à la formation professionnelle dans le secteur électrique

L'AFD a formalisé d'importants concours en appui à la formation professionnelle dans le secteur électrique au Nigéria : (1) un prêt souverain de 46,2 M USD en faveur de la modernisation de la gouvernance, des programmes et des centres de formation de NAPTIN, l'opérateur public nigérian chargé de la formation professionnelle dans ce domaine, (2) un FEXTE de 350 000 EUR en faveur de Schneider Nigéria et de NAPTIN (formation des électriciens de base, normes de sécurité pour les installations domestiques et promotion de l'entrepreneuriat dans le secteur électrique) et (3) un second FEXTE de 350 000 EUR en faveur de CODIFOR et de l'Association nigériane des distributeurs d'électricité (ANED) (programme de coopération technique en faveur des PPP).

✉ delefosseo@afd.fr

▼ Nigéria : soutien de l'AFD aux distributeurs d'électricité

A l'occasion de la visite officielle du président Hollande au Nigéria, le 14 mai, la directrice exécutive des opérations de l'AFD, Laurence Breton-Moyet, a également signé, devant les deux présidents français et nigérian, une convention de crédit de 100 M USD en faveur de Zenith Bank, dédiée au financement des investissements des compagnies privées de distribution d'électricité. Pendant un événement parallèle, elle a également signé une subvention (délégation de fonds européens) de 2,3 M EUR en faveur de l'ANED (Association nigériane des distributeurs d'électricité), destinée à financer l'assistance technique nécessaire au financement bancaire des investissements des compagnies de distribution d'électricité.

✉ delefosseo@afd.fr

▼ Gabon : 152,2 Mds FCFA d'emprunts supplémentaires de la BIRD

Le Gabon devrait bénéficier de deux nouveaux prêts de la BIRD:

- un prêt de 57,7 Mds FCFA pour la fourniture en électricité et en eau potable dans les zones rurales du pays,
- et un prêt de 94,5 Mds FCFA pour le financement de l'extension de l'offre et l'amélioration de la qualité des établissements de formation techniques et professionnels.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : présentation du rapport sur la zone de libre-échange

En visite à Djibouti, l'ancien vice-président de la Banque mondiale, le chinois Justin Yifu Lin, a remis aux autorités djiboutiennes son rapport sur la nouvelle zone industrielle en zone franche. Les travaux seront financés par la société China Merchant Holding pour 7 Mds USD. Ils devraient débuter en juillet prochain pour une durée de 10 ans. La zone de libre-échange sera dédiée aux activités du commerce et de l'industrie, et sera dotée de salles de conférences et d'expositions, d'hôtels, de terminaux de croisière, ainsi que d'un parc pour l'industrie pétrolière. Le gouvernement compte sur ce mégaprojet, qui devrait créer 200 000 emplois, pour réduire le taux de chômage du pays (48 % de la population active, 60 % chez les jeunes).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : retrait de 32 licences minières

Le ministère des Mines, du Pétrole et du Gaz naturel a retiré les licences d'exploration et d'exploitation de 32 sociétés minières. 9 de ces entreprises ont délibérément remis leur licence, notamment en raison de difficultés financières. Les 23 autres se les sont vues retirer par le gouvernement car elles n'auraient pas respecté leurs engagements. Les licences concernées étaient destinées à l'exploration et l'exploitation d'or (13), de carrières (7), de charbon (5), de fer (4), ainsi que de tantalite et de niobium (3). Elles devraient être réallouées à des entreprises internationales. Pour mémoire, le secteur minier constitue l'un des axes de diversification des exportations souhaité par le gouvernement.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : participation de Maurice à la création d'une Zone Economique Spéciale au Sénégal

Le projet de création d'une Zone Economique Spéciale au Sénégal dédiée à des activités industrielles et tertiaires (sur une superficie initiale de 50 ha, dans la commune de Diass, proche de Dakar), avec l'appui du gouvernement mauricien, commence à prendre forme. En effet, une structure conjointe (« Société des infrastructures d'affaires Atlantic ») est en passe d'être créée : la majorité du capital de ce *special purpose vehicle* sera détenu par l'Etat mauricien à travers le Mauritius Africa Fund, tandis que la participation de l'Etat sénégalais se fera via le Fonds Souverain des Investissements Stratégiques (FONSIS).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un nouveau projet de *Smart City* lancé par le groupe ENL**

7^{ème} groupe mauricien en terme de chiffre d'affaires (265 M EUR en 2015), ENL lance à son tour un projet de *Smart City*: dans une 1^{ère} phase, ce district suburbain intégré, qui s'étendra sur 190 ha entre les communes de Moka et de Saint Pierre (centre de l'île), sera axé sur la création de lieux de vie comprenant résidences, commerces, bureaux, établissements d'enseignement, centres hospitaliers, clubs sportifs, etc. L'investissement, estimé à 180 M EUR, devrait s'étaler sur les 10 prochaines années. Le développement de *Smart Cities* est un des nouveaux piliers économiques promus par le gouvernement mauricien.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Proparco accorde 20 M EUR à la Société Générale du Cameroun**

Proparco octroie un prêt de 13 Mds FCFA (20 M EUR) à la Société Générale du Cameroun (SGC). La filiale de l'Agence française de développement (AFD) a déjà accordé un prêt de même nature en décembre à la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (BICEC), filiale du groupe bancaire français BPCE. Installé depuis une décennie à Douala, Proparco s'est engagé à ce jour en Afrique centrale dans des projets dans le secteur financier, l'énergie, l'agroalimentaire et les télécoms, pour des investissements cumulés de 98,4 Mds FCFA (150 M EUR). Présente au Cameroun depuis 53 ans, la SGC a réalisé un bénéfice de 4,7 Mds FCFA en 2014, pour un PNB de 48,8 Mds. Elle dispose de 184 000 clients pour un réseau comportant 32 agences.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Finance : au secours, le FMI revient en Afrique !**

Confrontés à la baisse des cours de l'or noir et des matières premières, les pays subsahariens en sont réduits à faire appel à l'institution de Bretton Woods, dont l'aide passée a pourtant laissé de forts mauvais souvenirs. En avril, l'institution avait décidé de suspendre son aide financière au Mozambique après avoir découvert que le pays avait dissimulé une dette de 1 Md USD. Plus récemment, le Ghana, riche en or, en pétrole et en cacao, mais à court de liquidités et endetté jusqu'au cou, n'a eu d'autre choix que de demander l'appui du FMI, tout comme l'Angola, deuxième exportateur africain de pétrole, qui a demandé l'aide du Fonds début avril 2016. La Zambie (exportateur de cuivre) ou le Zimbabwe devraient bientôt emboîter le pas.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Côte d'Ivoire : 15 Mds USD mobilisés lors de la réunion du Groupe consultatif pour le financement du PND 2016-2020**

Comme annoncé, la Côte d'Ivoire a organisé à Paris les 17 et 18 mai la réunion du Groupe consultatif pour le financement du PND 2016-2020. A l'issue de la première journée réservée aux bailleurs de fonds, les engagements et promesses des différents partenaires au développement s'élèvent à 15 Mds USD, soit près du double des attentes des autorités ivoiriennes. La Banque mondiale devrait fournir 5 Mds EUR, la BAfD a promis 2 Mds USD, et la Banque islamique de développement 1,8 Md USD. La France quant à elle s'est engagée pour un montant de 1,7 Md USD, dans le cadre du C2D.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert: 5 M USD de la Banque mondiale pour le secteur du tourisme**

La Banque mondiale a accordé au Cap-Vert un prêt d'un montant de 5 M USD. Ce financement devrait permettre de renforcer la compétitivité du secteur touristique cap verdien, principale source de devise du pays (200 M EUR en moyenne par an) et moteur de la croissance (20 % du PIB). Le projet vise notamment à diversifier l'offre touristique et à renforcer les capacités des autorités à assurer la gestion du secteur.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal: mise en service prochaine d'une nouvelle mine d'or**

La filiale locale de la firme britannique Toro Gold Limited va entamer d'ici fin 2016 l'exploitation d'une mine d'or dont le potentiel est estimé à 22,9 tonnes dans la région de Kedougou (sud du Sénégal). L'investissement annoncé pour l'exploitation de cette mine est de 170 M USD. Il s'agira de la deuxième mine d'or qui sera exploitée au Sénégal après celle de Sabodala opérée par la filiale locale de Teranga Gold corporation (Canada). Elle portera la production aurifère du Sénégal à 10 tonnes à l'horizon 2017. Pour rappel, l'or est devenu depuis 2013 le principal produit d'exportation du Sénégal, avec en 2015, 230 M EUR de production, soit six tonnes.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : création de deux nouvelles agences**

Le dernier Conseil des ministres a entériné la création de deux nouvelles agences : l'Agence togolaise des grands projets (ATGP) et l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables. L'ATGP permettra au gouvernement d'aider à l'identification, la planification, la conduite et le contrôle des grands projets de travaux publics, d'infrastructures ou d'équipements prioritaires. Quant à la seconde structure, elle est chargée de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière d'électrification rurale et des énergies renouvelables.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : le gouvernement prend des mesures pour lutter contre la mouche orientale des fruits

Le ministère sud-africain de l'Agriculture a publié le 25 avril une révision des statuts sanitaires concernant la propagation de la mouche orientale des fruits dans le pays. Cette espèce invasive, originaire d'Asie, est aujourd'hui présente dans 65 pays, dont la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne. L'espèce a été observée ou est présente aujourd'hui dans cinq provinces du pays (Limpopo, Gauteng, KwaZulu-Natal, Mpumalunga et le North West). Cette mouche peut affecter le développement et le rendement de certaines cultures arboricoles. Le ministère a dévoilé plusieurs mesures et conseils destinés à enrayer la prolifération de l'espèce dans les districts concernés.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Nestlé inaugure une usine de production de café dans le KwaZulu-Natal

Le groupe suisse Nestlé a investi 1,2 Md ZAR (près de 75 M EUR) dans la construction d'une unité de production de café à Escourt, dans la province du KwaZulu-Natal. L'usine devrait permettre à Nestlé de répondre à la demande croissante de café dans la région. Sur les cinq dernières années, le montant des investissements réalisés par Nestlé en Afrique du Sud s'élève à 2,9 Mds ZAR (180 M EUR). En parallèle, cette entreprise a lancé en 2015, en partenariat avec les ministères sud-africains de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie un programme de développement de la production de chicorée dans les provinces de l'Eastern Cape et du KwaZulu-Natal pour assurer l'approvisionnement de l'usine.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : première conférence nationale de l'agriculture de conservation

La première conférence nationale sur l'agriculture de conservation (AC) s'est tenue à Nairobi les 10 et 11 mai. Organisée par le ministère de l'Agriculture et la FAO, elle a réuni plus d'une centaine de participants. Cette conférence a permis de débattre de plusieurs thématiques en lien avec l'AC : santé des sols, mécanisation, changement climatique, développement des filières. En clôture, le ministère de l'Agriculture a indiqué son soutien à l'AC et a encouragé les comités à développer des programmes. La mise en place d'une politique publique et de centres de ressources font partie des recommandations émises. Cette conférence était organisée dans le cadre du projet IPP-GAP financé par l'Union européenne (9,5 M EUR).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : création d'une autorité de régulation pour l'importation de sucre**

Le gouvernement tanzanien a annoncé la création du Sugar Board of Tanzania (SBT), autorité chargée de réguler les importations de sucre pour mettre un terme à la pénurie qui sévit dans le pays. En février dernier, le président Magufuli avait soumis l'importation de sucre à autorisation, afin de protéger l'industrie sucrière tanzanienne. Cette mesure protectionniste avait provoqué la pénurie actuelle, la production annuelle nationale ne couvrant actuellement que les trois quarts de la consommation du pays.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **À São Tomé, Agripalma marche sur des œufs**

Dans le sud-ouest de l'île de São Tomé, la co-entreprise entre l'État santoméen et le groupe luxembourgeois Socfin ressuscite la culture du palmier à l'huile. Face à l'inquiétude légitime des écologistes, qui surveillent de près le développement du projet, la superficie plantée est limitée et les pratiques raisonnées pour alimenter le marché local et réduire les importations. Depuis 2011, Agripalma a déjà replanté 2 100 ha (investissement de 13 M EUR). L'entreprise a conclu des partenariats avec une quarantaine de planteurs, regroupés en coopérative. La superficie de leurs exploitations varie de 2 à 5 ha, sur lesquels ils pratiquent la polyculture, associant le palmier à huile notamment aux agrumes.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Banane : comment les planteurs antillais dynamisent la filière ivoirienne**

Dix années de crise politique ont affaibli le secteur, mais des investisseurs guadeloupéens et martiniquais croient dans son potentiel. Deux structures se démarquent, près de Tiassalé. La plus grosse, Banaci, appartient au groupe Bernard Hayot. Elle a investi 13 Mds FCFA (45 M EUR) dans ses premières plantations industrielles, 1 000 ha. La Siapa a quant à elle été créée par un groupe de producteurs guadeloupéens et ivoiriens et a inauguré un site d'exploitation de 500 ha, pour 3 Mds FCFA, qui produit 25 000 tonnes de bananes par an. Si ces nouveaux investisseurs ne font pas encore le poids face au français Compagnie fruitière, (60 % des exportations de bananes), ils participent au redressement de la filière.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Angola : le gouvernement vise de nouvelles sources d'énergie électrique**

En se basant sur l'énergie hydroélectrique et le gaz naturel, le ministre des Energies et des Eaux, João Baptista Borges, souhaite augmenter la capacité de production électrique à moindre coût. Les projets de barrages à Cambambe, Laúca puis Caculo Cabaça vont permettre de fournir plus d'électricité à la population. Le gaz naturel est également une alternative moins coûteuse et moins polluante. La centrale de cycle combiné de Soyo a récemment reçu l'approbation ministérielle pour une extension de sa puissance à 1 800 MW. En 2025, la production d'électricité devra provenir principalement de l'hydroélectricité (62 %) et du gaz naturel (21 %).

✉ amilca.cabral@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : démarrage des travaux de construction du parc solaire d'Engie de Kathu (100 MW)**

Engie a annoncé avoir signé un contrat d'achat d'électricité (PPA) d'une durée de 20 ans avec la compagnie publique Eskom, permettant ainsi le démarrage des travaux de construction de la centrale solaire thermique à concentration (CSP) de 100 MW de Kathu, situé dans la province du Northern Cape. Premier projet solaire à concentration pour Engie, la centrale devrait être opérationnelle au second semestre 2018. Selon les estimations, le parc solaire permettra d'éviter l'émission de 6 Mt de CO2 sur 20 ans et créera environ 1 200 emplois pendant la phase de construction.

📧 Ophelie.CHEVILLARD@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : plus que deux groupes en lice pour la construction du barrage géant Inga III**

La République Démocratique du Congo a annoncé qu'elle décidera en octobre qui des deux consortiums chinois (China Three Gorges Corporation) ou espagnol (Actividades de Construcción y Servicios SA) développera le projet hydroélectrique Inga 3, dont 2 500 MW sur 4 800 MW seront vendus à l'Afrique du Sud. Situé le long du fleuve Congo, le projet de 12 Mds USD, dont la construction devrait commencer au mois de juin 2017, s'étendra sur deux barrages hydroélectriques existants et fait partie du projet du Grand Inga, qui doit produire 44 000 MW pour un coût estimé entre 50 Mds USD et 80 Mds USD.

📧 Ophelie.CHEVILLARD@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : projets d'investissements dans plusieurs secteurs (énergie notamment)**

La ministre de l'Industrie, Bernarda Martins, a annoncé que depuis janvier 2016, treize contrats concernant principalement des projets dans la construction civile, secteur essentiel pour le pays, ont déjà été signés pour un montant total de 40 M USD. Dans le secteur de l'énergie et des eaux, le ministre, Joao Baptista Borges, a informé que près de 29 Md USD devront être investis dans la production énergétique d'ici 2025 (barrages de Lauca, Cambambe et Capanda) afin d'atteindre un seuil de production de 9 000 MW permettant l'autosuffisance du pays et même l'exportation vers les autres pays d'Afrique australe. Le ministre a ajouté que le taux d'électrification du pays est actuellement de 33 %.

📧 Rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la production pétrolière a chuté à 1,4 M de b/j**

Conséquence de sabotages d'après le secrétaire d'Etat au Pétrole Ibe Kachikwu, la production pétrolière du pays atteindrait désormais 1,4 M de barils par jour, soit une chute de 800 000 b/j ou 40 %. Pour la lettre d'information spécialisée PetroMatrix, la production actuelle du Nigéria serait désormais à peine supérieure à 1 M de baril par jour. En réaction, le porte-parole de l'armée a déclaré que les forces nigérianes allaient « écraser » les rebelles de la région pétrolière du Delta, après que Shell et Chevron auront évacué leurs travailleurs « non-essentiels » en raison de la détérioration de la situation sécuritaire.

📧 victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : hausse du prix des produits pétroliers et libéralisation du secteur pétrolier downstream

Le carburant pourra désormais se vendre au prix maximum de 145 NGN (0,73 USD) par litre, contre une précédente limite fixée à 87 NGN/l. Enfin, toute entité nigériane sera libre d'importer et de vendre du pétrole si elle respecte les exigences réglementaires. Dans un contexte où la baisse du prix du pétrole faible a réduit les recettes d'importations, l'incapacité du gouvernement à répondre à la demande de devises étrangères des importateurs de produits pétroliers raffinés a entraîné des pénuries de carburant pendant des mois, forçant les ménages à payer parfois plus de deux fois le prix officiel. Les importateurs sont désormais autorisés à passer par le marché parallèle pour se procurer des devises étrangères.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la construction de la centrale à charbon d'Aboano débutera en avril 2017

Volta River Authority a annoncé que la construction (soumise à l'aval de l'EPA, l'Agence de protection de l'environnement) de la centrale à charbon d'Aboano débutera en avril 2017. Cette centrale est financée à hauteur de 1,5 Md USD sous forme de prêt de long terme par le Fonds chinois de développement Chine-Afrique. Cela permettra de rajouter 700 MW à la capacité électrique du Ghana, capacité que VRA prévoit par la suite d'augmenter jusqu'à 1 400 MW. Parallèlement à cette centrale, un port destiné à l'acheminement du combustible fourni par les firmes sud-africaine Glencore Xstrata et colombienne Anglo American sera construit.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : redynamisation du secteur électrique

La question énergétique était au centre de la dernière session ordinaire du Conseil des ministres. Pour résoudre les problèmes de délestage, il a été décidé (i) d'acquérir des capacités supplémentaires par centrales mobiles de location (200 MW) d'ici décembre 2016 ; (ii) de réhabiliter les centrales de la SBEE en arrêt depuis plusieurs années (47 MW) ; (iii) d'installer des centrales photovoltaïques dans le cadre du deuxième compact du MCA (45 MW) ; (iv) d'installer une centrale thermique (120 MW) sur financement BID/BOAD ; et (v) de sélectionner des producteurs privés d'énergie thermique sur le site de la Centrale de Maria Gléta (120MW) ; et d'énergie photovoltaïque dans la partie septentrionale du Bénin (20 MW).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Angola : relance de l'industrie de transformation des produits de la pêche

Oceano Boa Pesca est la nouvelle usine de transformation des produits de la mer, inaugurée la semaine dernière par la ministre de la Pêche dans la province de Namibe. Avec une capacité annuelle de production de 20 000 tonnes de farine et 6 millions de litres d'huile de poisson, cette nouvelle usine est devenue la plus grande unité de transformation du secteur en Angola. La farine sera destinée au marché angolais pour l'alimentation animale (aviculture, aquaculture) et l'huile sera exportée principalement en Arabie Saoudite, Taiwan, Chine et Nigéria. Cet investissement, évalué à 10 M USD, a été porté par le programme de développement national Angola Invest et un consortium sud-africain, créant 120 emplois directs.

✉ Dorothee.pye@businessfrance.fr

▼ Maurice : le sud-africain AfriTex envisage de délocaliser des activités de pêche du Mozambique vers Maurice

Le sud-africain AfriTex a annoncé son intention de délocaliser à Maurice une partie de ses activités de pêche et de transformation de thon actuellement positionnées à Beira (Mozambique). AfriTex opérera initialement avec deux thoniers sous pavillon mauricien. L'armateur envisage aussi de se lancer dans une opération de chalutage dans les eaux mauriciennes en utilisant un navire spécialisé dans la transformation des produits de la mer à bord. Les autorités mauriciennes souhaitent développer un nouveau port de pêche à Bain-des-Dames (Port-Louis), projet évalué à quelque 90 M EUR qui intéresserait l'investisseur chinois LHF Marine Development.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : développement de l'industrie textile ougandaise

Début mai, l'entreprise Southern Range Nyanza Ltd (NYTIL) a importé d'Allemagne 27 machines à tisser, pour une valeur de 4 M EUR. Cet investissement vise à doubler la capacité de tissage de l'entreprise (50 000 m/jour actuellement), et la mettre au niveau de sa capacité de teinture sur tissus (100 000 m/jour). L'entreprise produit 8 tonnes de fil par jour et a une capacité de production journalière de 20 000 tee-shirts et 1 000 uniformes militaires. NYTIL, qui achète 15 % de la production ougandaise de coton non transformé, souhaite, à terme, exporter sa production en Afrique de l'Est. Lors du 17^{ème} sommet de l'EAC, en mars 2016, les chefs d'Etats des pays membres de l'EAC se sont accordés sur l'interdiction de l'importation de vêtements d'occasion, d'ici 2019.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

▼ Les Seychelles s'inquiètent d'une surexploitation de la ressource en thons jaunes

Selon la Commission des Thons de l'Océan Indien (dont le siège se trouve à Victoria), la ressource en thons jaunes serait largement surexploitée dans la partie ouest de l'océan Indien. Ainsi quelques 430 000 T d'albacores auraient été pêchées en 2014, soit 60 000 T de plus que la moyenne des années 2010 à 2013, alors même que le niveau maximum de « durabilité » de la ressource se situerait aux alentours de 420 000 T. Afin de protéger la ressource, le gouvernement seychellois devrait proposer de réduire de 20 % les prises de ce poisson. Avec le tourisme, l'industrie halieutique est une des deux principales activités économiques de l'archipel.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Angola : la qualité de l'eau, enjeu majeur pour le gouvernement

Le ministre des Energies et des Eaux, João Baptista Borges, a souligné, le 10 mai dernier, l'importance de la coopération avec les municipalités pour fournir des systèmes d'approvisionnement et une eau de qualité aux habitants. Il a ainsi rappelé que douze capitales provinciales ont déjà mis en place de nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau potable, en parallèle du programme Agua Para Todos qui vise à fournir à 80 % de la population rurale un système d'approvisionnement adéquat en eau (atteint à 65 % aujourd'hui selon des sources gouvernementales). Pour faciliter la coordination entre approvisionnement et distribution de l'eau, le gouvernement a déjà créé 11 entités publiques provinciales.

✉ amilca.cabral@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : flop de M-PESA, la solution de paiement de Vodacom

Six ans après le lancement de sa solution de paiement mobile M-Pesa en Afrique du Sud, Vodacom annonce son arrêt. Alors que ce système est très populaire dans d'autres pays du continent (Mozambique, Tanzanie, Lesotho, Kenya), il peine à atteindre ses objectifs en Afrique du Sud avec seulement 76 000 utilisateurs sur 10 millions attendus (11 millions d'utilisateurs actuellement au Kenya). Selon Arthur Goldstuck, Managing Director de World Wide Worx, Vodacom n'aurait pas dû lancer M-PESA en Afrique du Sud, où 75 % de la population adulte est bancarisé et où des solutions alternatives de paiement existent déjà.

✉ laura.laguierce@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : le tourisme, un secteur d'avenir pour le continent

A l'occasion de l'inauguration, le 7 mai dernier, du salon annuel du tourisme Tourism Indaba à Durban, le ministre sud-africain du Tourisme, Derek Hanekom, a souligné le rôle de premier plan que joue désormais le tourisme dans la croissance des économies africaines. En effet, selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, le nombre de touristes étrangers se rendant en Afrique devrait augmenter de 4 % en 2016. Cette organisation prévoit que 130 M de touristes se rendront en Afrique en 2030 (contre 50 M en 2015). Exhortant les pays africains à travailler conjointement, M. Hanekom a salué la présence sur le salon de 9 ministres africains du tourisme, soulignant la vocation de Tourism Indaba à incarner « l'âme du continent ».

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ Ghana : forte hausse des transactions en « argent mobile » (*mobile money*)

Le nombre de transactions grâce au système d'« argent mobile » (*mobile money*) a augmenté de 216 % en 2015, pour atteindre 9,2 Mds USD (contre 3,2 Mds USD en 2014). 260 M de transactions ont été effectuées, contre 106 M en 2014, principalement grâce à l'entrée d'un quatrième opérateur sur le marché, Vodafone, aux côtés de MTN, Tigo et Airtel. Les opérateurs de télécommunications jouent de ce fait un rôle majeur dans la bancarisation du pays, qui n'était que de 40 % en 2014. En effet, des millions de personnes exclues du système financier classique peuvent désormais effectuer des transactions financières en toute sécurité et de manière fiable, cette activité étant encadrée par la Banque centrale depuis juillet 2015.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ L'Ethiopie cherche des investisseurs privés dans le secteur de la santé

A l'occasion de l'inauguration de l'hôpital général Hallelujah, le président éthiopien a réaffirmé la volonté du gouvernement d'attirer les investisseurs privés dans les secteurs sociaux. Les autorités éthiopiennes ont travaillé au renforcement du cadre légal et à la création d'un environnement favorable à l'investissement, et offrent des mesures d'incitation. L'objectif affiché des autorités est de disposer de nouveaux services et technologies suffisamment performants pour satisfaire la demande en soins de santé de la communauté diplomatique installée à Addis-Abeba et pour développer le tourisme médical en Ethiopie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : 1 000 conducteurs pour Uber à Nairobi depuis janvier 2015**

L'entreprise Uber, qui offre des services de taxi via smartphone, a annoncé avoir effectué 8 millions de kilomètres et transporté 100 000 personnes par mois à Nairobi depuis son lancement en janvier 2015. L'application, qui vient de s'établir à Mombasa, est devenue très populaire grâce à ses prix compétitifs et à la standardisation de ses tarifs. Dans la lignée d'Uber, la mobilité à Nairobi passe de plus en plus par l'utilisation des téléphones. De nombreuses applications ont été développées pour s'informer sur la circulation via Twitter (ma3route), comparer les conducteurs de matatus (ma3tycoon), connaître les prix des trajets (Twiga Tatu) ou identifier les zones les plus dangereuses dans la ville (SemaMa3).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : introduction de la Bank of Africa (BOA)-Mali à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM)**

La première cotation de la BOA –Mali, admise au premier compartiment du marché des actions de la BRVM, aura lieu le 31 mai 2016. L'introduction à la BRVM de BOA-Mali couronne un processus lancé en décembre 2015 à travers une augmentation de capital, via l'émission de 400 000 actions, qui a permis à la filiale du groupe marocain BMCE de lever 13,4 M EUR. Pour mémoire, en 2014, BOA-Mali a réalisé un total bilan de 765 M EUR, soit une hausse de 61 % par rapport à 2013. Son produit net bancaire a progressé de 45 % à 57 M EUR. Son résultat net a atteint 6 M EUR (+80 %).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ CFAO et Yamaha inaugurent leur usine de deux-roues à Lagos

Détenue à 50 % par chacun des deux partenaires, CFAO Yamaha Motor Nigeria Ltd a inauguré son site d'assemblage à Lagos le 13 mai 2016. Assemblant deux types de motos, l'usine vise une production de 70 000 unités par an à partir de 2018. Le Nigeria constitue le premier marché des deux-roues en Afrique, avec 1 M d'unités vendues par an, dominé par l'indien Balaj avec 40 % de part de marché. La vente de motos ne représente que 1,8 % du chiffre d'affaires de CFAO en 2015 (automobile : 50,7 % ; produits pharmaceutiques : 36,4 %). Le groupe poursuit ainsi sa stratégie de diversification après le lancement de son pôle *retail* en décembre 2015, via l'inauguration du centre commercial Playce à Abidjan.

✉ paulin.roussel@dgtrésor.gouv.fr

▼ Malnutrition : le français Nutriset signe avec Dangote un projet de joint-venture au Nigéria

En marge de la visite du président François Hollande à Abuja, le français Nutriset a signé un accord avec Dansa Foods Ltd (filiale du groupe Dangote) prévoyant la création d'une joint-venture qui produira et distribuera ses solutions nutritionnelles au Nigéria. Les deux partenaires ont pour objectif de démarrer la production en juillet 2017 et, à terme, de produire 20 000 tonnes de solutions nutritionnelles par an. Nutriset est le leader mondial des solutions nutritionnelles prêtes à l'emploi pour le traitement et la prévention de la malnutrition (pâtes, laits en poudre), avec un chiffre d'affaires de 105,7 M EUR en 2015.

✉ paulin.roussel@dgtrésor.gouv.fr

▼ Distribution : Tati annonce un vaste programme d'expansion en Afrique

Des franchises ouvriront la semaine prochaine dans la banlieue de Tunis, puis en août à Malabo et Bata en Guinée équatoriale. Cap ensuite sur la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal. Le recours au contrat de franchise est privilégié par Tati depuis la reprise de son développement à l'international au second semestre 2014, toujours selon le même modèle : cinq ans de mise à disposition de la marque, un accès à l'approvisionnement opéré par la centrale d'achat de Tati à la Plaine Saint-Denis, dans la région parisienne, où le groupe a son siège, et le soutien logistique, commercial et administratif de l'équipe internationale. En retour, les franchisés paient une redevance, dont le taux n'est pas été communiqué par le groupe.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Ethiopie : annonce de trois nouveaux hôtels du groupe Wyndham

Le groupe hôtelier Wyndham a annoncé la construction de trois nouveaux hôtels en Ethiopie. Deux d'entre eux seront situés à Addis-Abeba, dans le quartier de Bolé (4 étoiles et 5 étoiles). Le troisième sera situé au bord du lac Langano, à 180 km de la capitale. Cette décision d'expansion intervient un an seulement après l'ouverture de l'hôtel Ramada, premier hôtel du groupe en Ethiopie. Elle se justifie par la hausse croissante de la demande : le nombre de visiteurs étrangers devrait tripler, à plus de 2,5 millions, d'ici 2020.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : pas d'annonce publique du groupe Total concernant le financement de l'oléoduc Ouganda-Tanzanie**

Le gouvernement a décidé d'allouer 16 M EUR en 2016/2017 au soutien de 18 projets. Plusieurs aires industrielles recevront ainsi des fonds visant à dynamiser leur développement. Le principal projet concerne les zones minières de Liganga et Mchuchuma, riches en fer et en charbon, mobilisant 25 % des fonds alloués. 2,7 M EUR seront par ailleurs ciblés sur le soutien des PME. Une partie importante des fonds est consacrée au dédommagement et au déplacement des populations affectées, comme à Makambako où seront construits des marchés (1,4 M EUR). Le porte-parole de l'opposition, Anthony Komu, a mis en doute la capacité financière du gouvernement à atteindre les objectifs d'industrialisation prévus à 2025.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Colloque Nigeria, le 27 mai au Sénat : un géant économique et la première économie africaine !

- Un vaste pays avec près de 180 millions d'habitants (400 millions en 2050)
- Première puissance économique d'Afrique et première destination des investissements français
- Premier partenaire commercial de la France
- Une classe moyenne émergente
- Des secteurs en développement : énergie, agro-industrie, eau, environnement, grande distribution, santé...

L'excellence française y est reconnue et appréciée ! N'hésitez plus : Inscrivez-vous pour rencontrer des experts de ce pays !

✉ jacqueline.huguin@businessfrance.fr

▼ Conférence/formation « La délimitation des frontières maritimes, un enjeu pour l'Afrique » à Abidjan

Le cabinet Gide organise à Abidjan du 29 juin au 1^{er} juillet 2016 une conférence/formation sur le thème de la délimitation des frontières maritimes. Cet événement rassemblera des praticiens reconnus qui traiteront des principales problématiques rencontrées par les Etats africains dans la gestion de leurs espaces maritimes : délimitation des frontières, extension du plateau continental, gestion des ressources (hydrocarbures, pêche,...), etc. Ces questions sont particulièrement d'actualité en Afrique où les découvertes d'hydrocarbures se multiplient dans un contexte incertain, le nombre de frontières maritimes du continent n'ayant à ce jour pas été délimité.

✉ pitron@gide.com

▼ 3ème édition d'AFRICA – EUROPA à Rouen du 4 au 6 juillet 2016

L'objectif de cette convention d'affaires est de permettre aux entreprises africaines de rencontrer des sociétés européennes pour engager des collaborations dans le cadre de leurs besoins en ingénierie, savoir-faire, équipements, fournitures, matériaux, etc.

Plus de 350 entreprises de 20 pays d'Afrique ont soumis une demande d'inscription. En Europe, une centaine de sociétés s'est déjà manifestée.

AFRICA – EUROPA est organisée par CCI Normandie avec l'appui de nombreuses structures consulaires, organisations et institutions en Europe et en Afrique.

Toutes les informations, dont les profils des sociétés, sont en ligne sur www.africa-europa.net.

✉ thierry.peleau@africa-europa.net

▼ **Cameroun : Une conférence économique pour mobiliser des fonds afin de financer des projets d'infrastructures**

De cette conférence baptisée « Investir au Cameroun, terre d'attractivités » le gouvernement camerounais espère recueillir des promesses de financement à hauteur de 1 000 Mds FCFA pour 15 projets concentrés dans les secteurs de l'énergie et des transports. Pour les transports, il s'agirait principalement de la construction d'infrastructures routières telles que la route Olama-Kribi (246 km pour un coût de 148 Mds FCFA) et la Ring Road dans la région du Nord-Ouest (358 km pour un coût de 155 Mds FCFA). Pour le secteur de l'énergie, il aurait été retenu, entre autres, l'extension de la centrale à gaz de Kribi et la construction d'une ligne de transport d'électricité entre Memvé'élé et Yaoundé.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : Organisation du 1^{er} au 4 juin de la 3^{ème} édition de la Semaine française à Kinshasa**

La Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise organise, en partenariat avec les conseillers du commerce extérieur de la France, le Club français des affaires et en collaboration avec l'Ambassade de France en République démocratique du Congo, la troisième édition de la Semaine française de Kinshasa du 1^{er} au 4 juin 2016, sur le thème : « L'émergence de la RDC : opportunités d'affaires ». Cet événement constitue un cadre privilégié de dialogue avec les décideurs congolais et fournit l'opportunité de promouvoir la qualité d'une offre française susceptible de répondre aux besoins d'un pays comptant 75 millions d'habitants sur un immense territoire de près de 2,5 millions de km² au cœur de l'Afrique.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : réunion du Conseil des ministres chargés des mines et du pétrole de la CEDEAO**

Le 27 Mai prochain se tiendra à Abidjan une réunion du Conseil des ministres chargés des mines et du pétrole de la CEDEAO. Cette rencontre sera consacrée à l'adoption du document cadre d'orientation sur le développement du contenu local et la coopération régionale dans les secteurs de la géologie et des hydrocarbures, ainsi qu'à la définition d'une stratégie régionale de lutte contre l'orpaillage illicite.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : un voyage d'affaires pour des chefs d'entreprise, entrepreneurs et investisseurs ivoiriens en Suisse du 6 au 12 Juin**

Un voyage d'affaires initié par le Club d'Affaires AFRIQUE-SWISS et PK Investment & Finance Limited sera organisé en Suisse du 6 au 12 Juin 2016 à l'intention des chefs d'entreprise, entrepreneurs et investisseurs ivoiriens. Ce rendez-vous sera l'opportunité pour ces derniers de rencontrer les banques d'affaires, les fonds d'investissement spécialisés, les *Business angels* et les entreprises suisses désireuses de faire des affaires en Côte d'Ivoire. Les secteurs concernés sont l'immobilier, le BTP, les secteurs médicaux et pharmaceutiques, le secteur financier, l'énergie et les mines, l'industrie, la distribution, l'agro-industrie, et l'import-export.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

